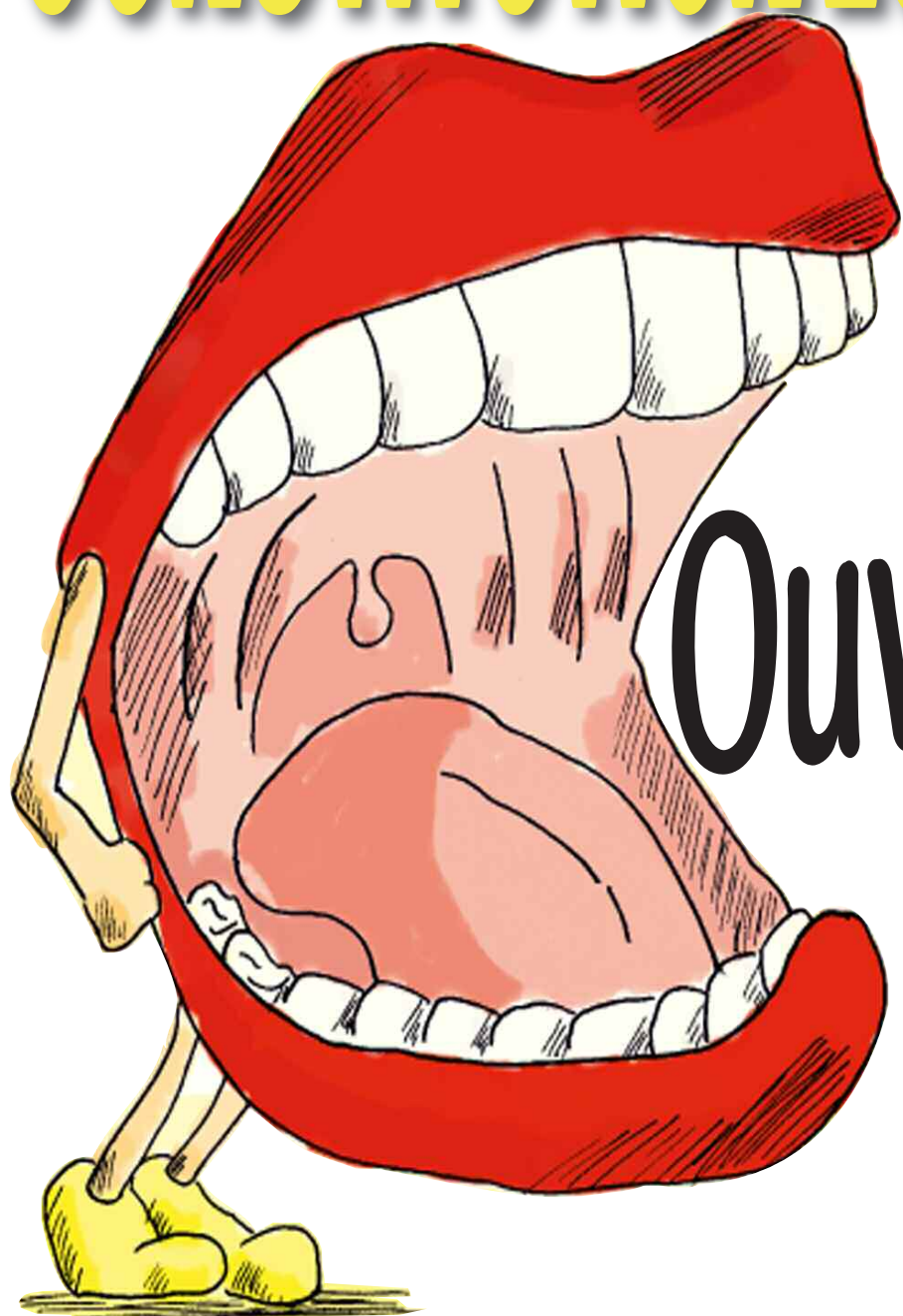




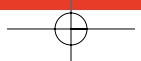
# Nouvelle CONSTITUTION EUROPEENNE



# Ouvrons-la !

**Nouveau**

# REFERENDUM !

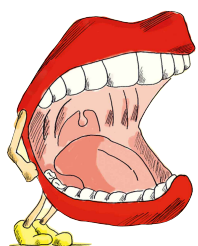


# Dimanche 3 Février 17H00

## MEETING NATIONAL

### Agora AUBAGNE

## Question de démocratie



**L'Europe nous intéresse. Nous voulons savoir. Nous voulons décider.**

**Le 4 février les parlementaires ne doivent pas ratifier ce texte.**

**La question doit être posée dans un nouveau référendum.**

**Les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont signé jeudi 13 décembre dans le dos des citoyennes et des citoyens, à Lisbonne,** un traité qu'ils appellent "simplifié" pour tromper le monde, mais qui n'est qu'un clone du projet de traité constitutionnel européen rejeté par la France et les Pays Bas en 2005.

Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, l'a dit lui-même, la seule différence notable réside dans le fait que "cela ne s'appelle pas Constitution européenne", mais le contenu est identique en tout point. Avant lui, Valéry Giscard d'Estaing, l'a admis sans état d'âme : "les outils sont exactement les mêmes". On peut même constater une circonstance aggravante : la charte des droits fondamentaux n'est plus incluse dans le texte. Ce coup de force est inadmissible. Et la volonté du Président de la République de le faire entériner par le Parlement est un déni de démocratie.

**Ce que le peuple a décidé ne peut être confirmé ou contredit que par le peuple lui-même.**

Rappelons-nous que dans la précédente législature, avant que le

peuple ne se prononce par référendum à 55% contre le Traité, le Parlement avait voté à plus de 80% son adoption.

On ne nous fera pas croire que les Françaises et les Français auraient voté pour qu'on leur reserve le traité et qu'on les prive du droit de s'exprimer par référendum. Plus d'un français sur deux aujourd'hui

exige qu'un référendum soit organisé, selon les enquêtes d'opinion. Des Partis, des forces et des personnalités très diverses ont engagé ensemble une campagne pour le référendum. Ils sont partisans du "non" ou partisans du "oui" mais les un-es et les autres respectueux de la souveraineté populaire. Cette campagne peut imposer le recours au référendum. Menons-la ensemble. En faisant signer la

pétition, en interpellant les parlementaires. Le Parlement doit être réuni le 4 février pour se prononcer sur une réforme de la Constitution nécessaire à la "ratification" du Traité de Lisbonne. Mais si 2/5 des parlementaires s'y opposent, le Président de la République sera alors contraint de procéder à un référendum. Déjà, toute la gauche, tous les parlementaires de gauche, doivent se mobiliser pour cela. Le référendum doit être l'exigence de tous les démocrates.

Il s'agit, ni plus ni moins, de faire respecter le suffrage universel !

#### Appel du Comité National pour un Référendum

Un nouveau traité - dit traité de Lisbonne - vient d'être approuvé par les dirigeants européens suite au rejet du projet de traité constitutionnel refusé majoritairement par les Français et les Néerlandais lors des référendums de mai et juin 2005. C'est donc à nouveau le suffrage universel qui doit trancher par référendum. Sur un sujet qui a tant d'influence sur la vie de chacun et l'avenir de la France, l'organisation d'un nouveau référendum est une exigence démocratique majeure pour notre pays. C'est aussi une nécessité pour la

construction européenne qui doit être fondée sur l'adhésion des peuples et la souveraineté populaire.

Seule une mobilisation sans précédent des citoyens peut obliger le président de la République à organiser un référendum. Il y sera contraint s'il n'obtient pas, début 2008, 3/5 des suffrages exprimés des parlementaires pour la modification préalable de la Constitution française, nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ainsi les députés et les sénateurs ont le pouvoir d'imposer le référendum, en votant contre cette révision de notre Constitution.

C'est pourquoi des personnalités diverses, les signataires de différents appels déjà lancés sur ce sujet, ont décidé de rassembler leurs efforts au sein d'un Comité National pour un Référendum. Nous appelons en urgence toutes celles et tous ceux qui sont attachés à la démocratie et à une Europe fondée sur l'adhésion des peuples, qu'ils soient pour ou contre ce nouveau traité, à nous rejoindre pour empêcher un déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum.

**Signez l'appel sur le site :**

**[www.nousvoulonsunreferendum.eu](http://www.nousvoulonsunreferendum.eu)**

**Fédération PCF des Bouches du Rhône - 180 rue de Lyon 13015 Marseille - tél : 04 95 05 10 10  
email : [contact@bdr13.pcf.fr](mailto:contact@bdr13.pcf.fr) - site : [www.bdr13.pcf.fr](http://www.bdr13.pcf.fr)**